

La défaite du dirigeant illibéral divise à l'Est

En Hongrie, les opposants à Viktor Orbán se sentent confortés par le vote des eurodéputés

VARSOVIE, VIENNE - *correspondants*

Juges évincés, journalistes bridés, artistes engagés, militants exilés : la liste des Hongrois se réjouissant du vote historique à Strasbourg épouse celle des atteintes aux valeurs de l'Union, désormais actée par le Parlement européen. Même s'il survient tardivement, selon certains, le vote en faveur du lancement de l'article 7, pouvant à terme permettre de sanctionner le pays, est vécu comme un soulagement par tous ceux qui dénonçaient le recul de l'Etat de droit depuis le retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010, ainsi que l'absence de réaction à Bruxelles, malgré plusieurs condamnations de la Hongrie par la Cour européenne des droits de l'homme.

Ils se sentiront à présent légitimés dans leur combat. La décision des eurodéputés, qui survient après un premier rappel à l'ordre en 2013, va leur redonner un peu de force et l'espoir d'un changement, alors que la désillusion guettait. D'autant plus que le chantre de la « démocratie illibérale » a été désavoué par l'Allemand Manfred Weber, le président du Parti populaire européen (PPE) au Parlement. Il était pour-

tant venu soutenir M. Orbán en mars à Budapest, pendant la campagne pour sa réélection. Il avait alors gardé le silence face aux propos complotistes tenus à la tribune par son allié. Même chose pour le chancelier conservateur autrichien Sebastian Kurz. Ce jeune dirigeant comptait parmi les fidèles soutiens des nationalistes hongrois. Mais il entend mener une campagne pro-européenne à l'approche du scrutin et devait absolument recentrer son image et ne pas être associé aux mouvements d'extrême droite.

« Erreur de calcul »

« C'est sans doute une surprise pour Viktor Orbán, qui semble avoir fait une erreur de calcul, en ayant dépassé les limites du supportable pour ses alliés germanophones », estime le politologue hongrois Bulcsu Hunyadi. Signe d'un sentiment de trahison, largement partagé dans les rangs de la majorité à Budapest, le quotidien proche du gouvernement *Magyar Idők* s'en est pris à M. Kurz, qu'il a accusé d'être à la solde du philanthrope américain George Soros, la bête noire de Viktor Orbán.

Même le ministre des affaires étrangères, Peter Szijarto, s'est risqué à évoquer des théories du

complot, en remettant en cause la validité du vote des eurodéputés. Ces derniers auraient selon lui « fraudé en ne tenant pas compte des abstentions », afin de permettre une « petite vengeance » des « pro-immigration » sur la Hongrie. Il faut, sans doute, derrière cette agressivité, déceler une déception, teintée d'inquiétude pour l'avenir. « Le premier ministre hongrois voulait compter ses troupes au sein du PPE et il se rend compte avec ce vote qu'il n'est pas aussi bien

suivi qu'il ne l'aurait pensé, analyse Thibault Muzergues, politologue basé à Vienne. Pour lui, le résultat est décevant. »

Le vote du Parlement européen relativise par ailleurs le rôle de figure de proue que s'était octroyé Viktor Orbán dans toute l'Europe centrale et orientale, ainsi que dans les Balkans occidentaux. S'il peut compter sur la solidarité des conservateurs bulgares et croates, il semble nettement plus controversé en Slovaquie, en République tchèque ou encore en Roumanie. Dans ces pays, les élus strasbourgeois issus de sa famille politique ont exprimé leur choix en ordre

dispersé. « Il est difficile pour les voisins de la Hongrie de prendre

une position claire », juge le politologue slovaque Grigorij Meseznikov. « Même ceux qui sont contre le premier ministre hongrois souhaitent que le dialogue reprenne rapidement et qu'un accord soit trouvé. Parce que la situation affaiblit tout le monde. »

Les eurodéputés polonais du PiS (Droit et justice) ont toutefois voulu rappeler le soutien indéfectible du gouvernement ultraconservateur en place à Varsovie à son allié hongrois. Ryszard Legutko, le coprésident du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE, où siègent aussi les Tories britanniques), a ainsi mis en cause à Strasbourg « un exemple supplémentaire d'attaque sur un gouvernement démocratiquement élu », qui bénéficie « d'un très large soutien populaire ».

A l'instar du vice-chancelier autrichien, Heinz-Christian Strache, les ténors de l'extrême droite ont, quant à eux, profité de l'occasion pour inviter de nouveau Viktor Orbán à assumer leur compagnonnage, en vue des prochaines élections européennes, en mai 2019. ■

BLAISE GAUQUELIN
AVEC JAKUB IWANIUK

Le non-choix du groupe LR de Laurent Wauquiez

Les élus PPE français se sont dispersés entre abstention, vote contre et pour Orbán

STRASBOURG - *envoyée spéciale*

I would prefer not to. » Tel Bartleby, le héros d'Herman Melville, les eurodéputés Les Républicains (LR) auraient sans doute préféré ne pas avoir à se prononcer sur la résolution adoptée à Strasbourg, qui dénonce les « risques de violation grave de l'Etat de droit » dans la Hongrie du premier ministre ultraconservateur Viktor Orbán. Cette résolution ouvre la voie à une possible privation des droits de vote de Budapest au sein du Conseil européen. Signe du malaise : les seize élus que compte encore LR à Strasbourg – membres, comme M. Orbán, du PPE (Parti populaire européen) – ont exprimé des votes divisés. Cinq députés se sont prononcés en faveur de la résolution, trois s'y sont opposés, pendant que six autres s'abstenaient (deux élus n'ont pas pris part au vote). « Il n'y avait pas de position du

parti, comme le PPE », explique-t-on dans l'entourage de Laurent Wauquiez, président de LR.

Ce dernier partage la ligne anti-immigration du dirigeant hongrois. Il assume de parler avec lui, au point d'afficher sur Twitter la photo de leur première rencontre, qui a eu lieu dans le cadre d'une réunion du PPE, le 28 juin. « Ostraciser Orbán, c'est le rejeter vers l'extrême droite », répète souvent l'eurodéputé Brice Hortefeux, son conseiller spécial. Mais la donne a changé après les propos intransigeants tenus mardi par le premier ministre hongrois devant le Parlement européen, puis lors d'une réunion avec les députés PPE. Le président de ce groupe, l'Allemand Manfred Weber, a lui-même voté en faveur de la délibération.

« Valeurs européennes »

« Quand on a appris que Sebastian Kurz [chancelier autrichien conservateur, allié à l'extrême droite dans son pays] demandait à sa dé-

légation de voter pour la délibération, ça a détendu tout le monde », rapporte Jérôme Lavrilleux, un ex-LR qui siège toujours à la délégation de son ancien parti. « J'étais déterminé à voter contre ce rapport, déposé par une Verte et soutenu par toute l'extrême gauche. Mais j'attendais un geste d'ouverture de la part d'Orbán, qui n'est pas arrivé », rapporte M. Hortefeux, qui s'est, au final, abstenu. Comme Arnaud Danjean : ce dernier a dénoncé lors de la réunion du PPE, mardi, une manipulation de la gauche destinée à diviser les siens. « J'ai voté en conscience, il fallait marquer le coup par rapport à la Hongrie, à l'importance des valeurs européennes », estime au contraire Alain Cadec, qui s'est prononcé en faveur du texte. Quitte à faire le jeu d'Emmanuel Macron, qui cherche à diviser la droite pour mieux introduire un duel entre « progressistes » et « nationalistes » ? « Voter contre, c'était entrer dans le jeu de Marine Le Pen et compagnie », re-

lève le député.

« M. Orbán est le seul dirigeant européen rassemblant sur son nom près de 50 % des suffrages dans son pays. Qui sommes-nous pour remettre en cause le choix des Hongrois ? », interroge Franck Proust, chef de file de la délégation LR à Strasbourg, dénonçant le « rapport à charge » adopté mercredi. Ce dernier a voté contre, comme Nadine Morano. « Je serai toujours du côté des dirigeants européens qui défendent la souveraineté de leur nation et protègent nos frontières », a-t-elle écrit cette sur Twitter, postant une photo d'elle au côté de M. Orbán.

Dans l'entourage de Laurent Wauquiez, on ne manque pas, en tout cas, de noter que les troupes de LR ont été moins nombreuses à voter en faveur de la résolution que l'addition des abstentionnistes et des votes « contre ». C'est toujours ça de pris. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
ET OLIVIER FAYE (À PARIS)